

Désastres de Fukushima et les JO de Tokyo en 2020

Hiroaki KOÏDE

Ancien professeur adjoint à l'Institut de recherche sur les réacteurs à l'Université de Kyoto

Le 11 mars 2011, un grave tremblement de terre a frappé la région de Tōhoku au Japon, suivi d'un tsunami qui frappe la côte pacifique de Fukushima, les préfectures de Miyagi, Iwaté provoquant une panne d'électricité à la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi.

Tous les scientifiques le savent, une panne totale peut conduire à un incident potentiellement catastrophique. Comme ils l'avaient extrapolé, le système de refroidissement a failli et le noyau nucléaire a fondu ; une grande quantité d'éléments radioactifs s'est déversée dans l'environnement. Selon le rapport remis par le gouvernement japonais à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), $1,5 \times 10^{16}$ Becquerels (une quantité de césium 137 équivalant à 168 bombes atomiques du type d'Hiroshima) ont été libérés dans l'atmosphère à la suite de cet accident. Le désastre sans précédent dans l'histoire survenu à Hiroshima, fut le fruit d'une seule bombe atomique. Et le gouvernement japonais indique que l'accident de Fukushima a relâché en césium 137 l'équivalent de 168 bombes atomiques d'Hiroshima.

Cependant en 2011, le gouvernement japonais avait fait savoir que La fusion des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 de la centrale Fukushima-Daiichi avait libéré au total 7×10^{17} Becquerels, c'est à dire 8 000 fois la quantité de Césium 137 propagée par la bombe d'Hiroshima. En conséquence, une radioactivité égale à 168 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima s'est libérée dans l'air et déversée en mer, équivalant à un total de près de 1000 bombes d'Hiroshima relâchées dans l'environnement. Une grande partie de la radioactivité demeure toujours dans certains bâtiments endommagés des réacteurs de la centrale.

TEPCO (la Tokyo Electric Power Company Holdings), propriétaire de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, ignore où se trouvent exactement les cœurs des réacteurs à présent fondus et qui continue de déverser d'énormes quantités d'eau dans les cœurs de réacteurs pour les refroidir. L'arrosage constant provoque une contamination radioactive de plusieurs centaines de tonnes d'eau par jour et la direction de TEPCO est astreinte à construire plus de 1000 réservoirs à l'intérieur du site pour entreposer l'eau contaminée. Aujourd'hui, la quantité totale d'eau contaminée des réservoirs dépasse déjà un million de tonnes.

À l'avenir, lorsque le nombre de réservoirs aura dépassé la limite possible, TEPCO envisagerait de déverser les eaux contaminées en mer, faute de place disponible.

Bien que le mieux à faire serait de déplacer les cœurs des réacteurs fondus dans un endroit sûr et sécurisé, TEPCO n'est ni capable de localiser exactement les coriums, ni de déterminer leur état réel. Personne ne peut s'approcher du site pour y intervenir. L'approche du site implique d'exposer toute personne à qui cette tâche est confiée à un niveau de radioactivité extrêmement puissant et très probablement mortel.

Le gouvernement et TEPCO ont essayé d'envoyer un robot. La radioactivité est si forte qu'elle interfère sur son circuit intégré. Et jusqu'à présent aucun robot envoyé sur le site n'est revenu de sa mission. Fin janvier 2017, TEPCO a réussi à introduire une caméra de contrôle à distance, semblable à un gastro-oscilloscope, à l'intérieur du socle sur lequel repose le réacteur. On a découvert alors que le cœur fuyait à travers un grand trou au niveau de la structure métallique. À cette occasion, ils ont pu mesurer un niveau de radioactivité de 20 Sv par heure dans le réacteur, sachant que le maximum du seuil admissible pour un être humain est de 8 Sv. Sur le chemin du réacteur, les rayons ont atteint des taux maximums de 530 Sv à 650 Sv.

L'endroit où les niveaux de radioactivité sont les plus élevés n'est plus à l'intérieur du piédestal en béton qui soutient la cuve, mais à l'extérieur, entre le mur du piédestal et celui de l'enceinte de la cuve.

Après l'accident, TEPCO et le gouvernement ont émis l'hypothèse que la plupart des cœurs avaient fondu dans le réacteur et s'étaient arrêtés à l'intérieur. TEPCO et le gouvernement ont avancé un scénario selon lequel les coriums s'amasseraient en une boule à l'intérieur du piédestal, intacts au fond du récipient de confinement. Cela permettrait de récupérer les cœurs fondus dans 30 à 40 ans et de les stocker dans un autre navire, permettant ainsi de faire une déclaration de traitement complet des catastrophes de Fukushima.

Loin de cette hypothèse, les coriums ne se présentent pas du tout en un seul morceau, mais se détachent du socle, ce qui les rend irrécupérables, contrairement au scénario imaginé par les autorités.

TEPCO et le gouvernement doivent donc changer leur « feuille de route ».

Moi-même, j'avais insisté pour que les réacteurs touchés par la catastrophe soient scellés par l'installation d'un « sarcophage » à l'instar de ce qui avait été fait par le gouvernement soviétique après la catastrophe de Tchernobyl, même si ce n'est pas la meilleure des solutions. En effet les couvertures du sarcophage se détériorent avec le temps, ainsi à Tchernobyl, une seconde couverture a dû être déployée en novembre 2016. La vie de cette seconde couverture est estimée de cent ans. Et personne ne sait quelle solution définitive pourra être trouvée à ce moment-là. Personne, parmi les humains vivants n'aura la chance de voir la fin de l'accident de Tchernobyl. Ce sera pire encore quant à l'accident de Fukushima. Même si on parvenait à confiner les coriums, la radioactivité ne disparaîtra pas et la situation devra être surveillée de manière permanente pendant plusieurs centaines à des millions d'années.

La tragédie est toujours en cours autour de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi. Le jour de la catastrophe, le gouvernement japonais a déclaré l'état d'urgence nucléaire. Tous les résidents ont été évacués, dans un rayon de 3 km de la centrale nucléaire, puis 10 km et enfin 20 km. Les procédures d'évacuation ont été si rapides que les gens n'ont été autorisés à n'apporter que ce qui était strictement nécessaire, laissant la plupart des effets personnels, leur bétail et même leurs animaux domestiques derrière eux. Situé à l'est d'un des villages de la préfecture de Fukushima, situé à quelques 40 à 50 km de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi. Ses citoyens n'ont été informés de l'extrême contamination de leur village qu'un mois après l'accident et ont alors été forcés d'abandonner immédiatement les lieux.

Au début, ils ont été transférés dans des abris temporaires, puis dans des petites maisons préfabriquées d'une petite pièce pour 2 personnes. Au fil des événements, ils se sont retrouvés séparés de leur ancienne communauté ; les membres d'une même famille ont été forcés de vivre séparément. Leur ancienne vie a été détruite et les gens, désespérés, n'ont jamais pu reprendre une existence normale. Toute la structure sociale de la communauté a été touchée, sachant que le concept de bonheur dans la culture japonaise ne diffère d'aucune autre culture dans le monde : qu'est-ce que le bonheur ? Cela implique beaucoup de choses simples, mais devenues inaccessibles pour eux, comme vivre avec leur famille, leurs amis, leurs voisins et leur compagnon. A Fukushima, leur bonheur a brusquement pris fin car ils ont tout perdu subitement. Plongés dans le désespoir, des habitants en viennent à se suicider.

Ce n'est pas tout. Les retombées nucléaires affectent une autre zone très vaste, autour de celles qui ont été évacuées. On l'appelle « zone irradiée contrôlée ». C'est une zone réglementée où l'entrée est strictement interdite sauf pour le personnel autorisé, généralement des professionnels et des ingénieurs nucléaires. Personne n'est autorisé à boire, manger, dormir à l'intérieur de cette zone. Et vous n'y trouverez même pas de toilettes. Pourtant, le gouvernement japonais permet à des millions de résidents de vivre dans des zones ayant les mêmes caractéristiques que la zone contrôlée sans les qualifier en tant que telles, au mépris de la loi précédemment applicable. Le gouvernement a justifié cet écart par rapport à la loi applicable en raison de l'état d'urgence. Ces habitants comprennent des nourrissons et des enfants contraints de vivre dans un endroit aussi contaminé que la zone contrôlée et exposés de manière quotidienne à un environnement délétère.

Certaines familles alors ont décidé de quitter leur emploi et de quitter Fukushima afin de protéger leurs enfants de l'exposition radioactive ; d'autres ont décidé de vivre séparément : l'homme reste habituellement car il est obligé de travailler à Fukushima tandis que la femme et les enfants ont déménagé.

Fukushima est une région profondément scellée par un conservatisme social ; les gens respectent leurs traditions et ont l'habitude de vivre ensemble de génération en génération. Une telle séparation affectera profondément le schéma familial à mesure que les habitants perdent leur vie normale. Ce sont des dilemmes qui n'ont que deux issues douloureuses : soit rentrer chez soi et se retrouver dans un pays contaminé où ils s'exposent à la radioactivité, mettant en péril leur santé ; soit le déchirement et la souffrance de tout quitter. Les habitants abandonnés survivent difficilement à ces souffrances quotidiennes depuis plus de 7 ans et devront encore tenir pendant de nombreuses années.

Pour aggraver l'injure qui leur est faite, depuis mars 2017, le gouvernement a commencé à réinstaller les réfugiés de Fukushima dans leurs terres ou villes d'origine, là où les niveaux de radioactivité sont inférieurs à 20 mSv par an ; impliquant la suppression brutale des aides au relogement.

Pour le département de Fukushima, avant l'humain, c'est la "reconstruction" qui représente la priorité numéro un. Et les personnes qui n'ont pas d'autre choix que de vivre à Fukushima suivront probablement les souhaits du gouvernement et oublieront que Fukushima est un endroit dangereux plutôt que de vivre toute leur vie dans la peur et l'anxiété. Ils pourraient même oublier la radioactivité et la contamination qui, heureusement ou non, est invisible. Le gouvernement et le département local encourage les gens à oublier quoiqu'il en soit. Et à l'inverse, si l'on parle de la contamination ou de la peur, il sera reproché à tout citoyen, d'entraver la reconstruction. Il faut préciser un facteur important pour les habitants touchés, le gouvernement japonais, après l'accident, a revu à la hausse la limite légale de doses radioactives annuelles en le faisant passer de 1 mSv/an à 20 mSv/an. Sachant que 20 mSv/an était auparavant une limite établie uniquement pour les experts ou les scientifiques qui travaillaient avec le rayonnement nucléaire comme je l'ai fait et qu'elle n'a jamais été appliquée à des civils ordinaires. Et bien entendu encore moins aux nourrissons et aux enfants, qui par ailleurs sont plus sensibles aux radiations et qui n'ont aucune responsabilité non plus dans la catastrophe nucléaire de Fukushima, ni dans la politique nucléaire du Japon qui a dépassé la limite du raisonnable.

C'est ainsi que le gouvernement japonais continue de prétendre qu'il n'y peut rien à cause de la situation d'urgence nucléaire. Cette déclaration de l'état d'urgence n'a pas été reconduite par la nécessité absolue de l'urgence de protéger les gens Et cette situation ne doit pas continuer sans limite, mais elle perdure depuis plus de 7 ans et demi, ce qui n'est pas acceptable.

Apparemment, le gouvernement encourage activement l'oubli de la catastrophe de Fukushima et les médias sont complices. Ils omettent de rendre compte de la contamination réelle, des risques et de la situation exacte à Fukushima toujours en état d'urgence. La plupart des Japonais ne savent pas que Fukushima est toujours sous état d'urgence nucléaire. L'élément le plus nocif pour l'environnement et la santé est le césium 137 ; il faut 30 ans pour réduire sa quantité de moitié et après 100 ans il est toujours à 10% de sa valeur. En fait, dans 100 ans, le Japon sera toujours soumis à cette « déclaration d'état d'urgence ».

Les Jeux Olympiques ont toujours été utilisés comme outil de propagande pour promouvoir le nationalisme. Ces dernières années, construire de nombreuses structures gigantesques sans aucune perspective d'utilisation après les Jeux olympiques, ne servaient que l'intérêt des entreprises du bâtiment et des autres entreprises de services qui font d'énormes profits dans cette société de consommation.

Je pense que le gouvernement japonais doit faire un effort énorme et de son mieux pour résoudre l'urgence nucléaire à Fukushima dans le plus bref délai pour sauver ses habitants contraints à vivre dans des situations extraordinaires, ou au moins songer à épargner les enfants en priorité. Cependant, le gouvernement japonais considère que la réussite des Jeux olympiques de Tokyo 2020 est son objectif le plus important. Il doit organiser de grands événements comme les

Jeux olympiques pour distraire les gens d'autres problèmes graves impliquant les populations. Les médias font de leur mieux pour faire monter la « fièvre olympique » qui fait de tout opposant aux Jeux olympiques de 2020 à Tokyo un mauvais citoyen. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les médias n'ont diffusé que des informations officielles très positives et la population japonaise a coopéré avec le gouvernement. Le « bon citoyen » se devait de dénoncer ses « méchants » voisins, opposés à la politique nationaliste, pour que ces derniers soient conduits en prison. Si mon pays considère que le succès des Jeux olympiques de Tokyo de 2020 est un objectif plus important que de sauver l'innocent citoyen, je préférerais être un "mauvais citoyen"

La vérité est que le désastre de Fukushima durera plus de 100 ans et, à ma plus grande surprise, personne n'a été officiellement incriminé à ce jour, aucun représentant de TEPCO, aucun directeur, aucun ministre, aucun politicien, aucun spécialiste qui l'a causée. Personne n'a même été accusé d'être responsable du désastre de Fukushima. Sur nos blessures viennent s'ajouter l'injure du gouvernement qui s'entête à vouloir redémarrer ces vieilles centrales nucléaires qui ne sont pas opérationnelles et à prétendre exporter la construction de centrales nucléaires vers d'autres pays étrangers.

Être l'hôte des Jeux Olympiques dans un pays en situation d'urgence nucléaire relève de l'absurdité. Les Etats participants et quiconque parrainant un tel acte prennent le risque d'une part d'être exposé à la contamination radioactive, d'autre part d'être complice de comportements criminels, et coupable du silence et de son déni...

23 aout 2018 (traduction : Kolín Kobayashi)